

**Avons-nous eu raison de nous reporter à l'étude de la pacification en Algérie pour préparer notre mission de pacification en Afghanistan, comme nous le demandaient les états-majors américains et français? Ce questionnement a conduit le lieutenant-colonel Bernard Gaillot à publier *De l'Algérie à l'Afghanistan - Après Tazalt, avons-nous pacifié Tagab* (éditions Nuvis). Titulaire d'un DEA d'histoire sur la pacification en Algérie obtenu en 1997 à la Sorbonne et ayant servi comme officier renseignement d'un GTIA en Kapisa entre novembre 2009 et juin 2010, Bernard Gaillot poursuit ainsi un triple objectif : tout d'abord rendre hommage à nos morts en Afghanistan ; puis témoigner de la réalité d'une mission mal connue par nos concitoyens ; enfin mettre en perspective deux conflits très éloignés en en tirant des enseignements pour notre armée et notre société. Le chapitre 5 de son livre intéresse directement les spécialistes de l'influence, car il concerne les opérations d'environnement visant à convaincre les populations en participant à la reconstruction du pays.**

☒ Comme le note Bernard Gaillot, « *dans un contexte géostratégique profondément différent, la mise en perspective historique entre les pacifications afghane et algérienne permet de mettre en exergue, à 50 ans d'écart, de nombreux points communs quant aux modalités tactiques et à l'implication humaine des soldats pour résoudre ces conflits. Ces similitudes tendraient à définir une pacification à la française appliquée à ces deux campagnes comme un savant dosage d'opérations militaires et d'opérations d'influence visant à rallier la population locale au type de paix proposé, tout en empêchant les forces insurrectionnelles de s'y opposer. Ces campagnes, bien différentes des guerres classiques, peuvent néanmoins engendrer des dysfonctionnements individuels et collectifs si, comme cela a été fait en Algérie, on demande à l'armée en général et au soldat en particulier, de s'impliquer trop politiquement et humainement.* »

En Afghanistan, Bernard Gaillot montre quels habits endossent les soldats pour monter ces actions d'environnement. Ils sont tour à tour bâtisseurs, médecins, agriculteurs... Il dissèque ainsi le rôle des militaires engagés dans les opérations d'environnement, plus particulièrement le rôle des Sections d'Environnement Opérationnel dans la reconstruction de la Kapisa. Rappelant les propos du général Druart, commandant les forces françaises sur la zone, « *La population est le centre de gravité, nous devons sans cesse penser nos opérations en fonction de la population. Les trois lignes d'opération : sécurité, développement et reconstruction, gouvernance s'organisent en fonction de la population...* », Bernard Gaillot souligne que « *les soldats français de la Task Force Lafayette, comme leurs anciens en Algérie se sont ingéniés à se rapprocher de la population, à l'aider à reconstruire, à essayer de la convaincre de l'importance de prendre le parti du gouvernement démocratiquement élu, plutôt que celui des insurgés.* »

Bernard Gaillot rappelle ainsi le rôle joué par le groupe interarmées des actions civilo-militaires (GIACM), devenu l'année dernière le Centre interarmées des actions sur l'environnement (CIAE), mais toujours basé à Lyon, qui a pour « *mission première de proposer des actions à mi-chemin entre le monde militaire et le monde civil qui servent un but tactique ou stratégique défini. Il propose aux populations locales des aides qui peuvent aller du don de couvertures ou de nourriture à la réalisation de chantiers permettant la construction ou la reconstruction*

*d'infrastructures nécessaires pour améliorer la vie au quotidien ou pour développer l'économie locale. Déployées comme les PRT américaines sous le nom d'équipes civilo-militaires (CIMIC) puis à partir de fin 2009 de sections d'environnement opérationnel (SEO), ces dernières étaient constituées d'un officier, de quatre sous officiers et de deux militaires du rang formés et spécialisés pour ces missions participant à la reconstruction de la Kapisa. » Au final, note-t-il, et même si le modèle peut bien sûr être amélioré, notamment par une meilleure coopération entre civils et militaires, « on a pu constater que globalement, la population adhère aux actions réalisées par les SEO avec les autorités locales dans le cadre de la sécurité, de la gouvernance et du développement. » Articuler soigneusement les ressources du *hard power* à celles du *soft power* semble donc être l'une des clés du succès. Cela vaut pour les opérations extérieures comme pour la guerre économique...*

**Bruno Racouchot, Directeur de [Communication & Influence](#)**

**Cliquer [ICI](#) pour commander l'ouvrage (236 pages, 27 €)**